

Étude et cartographie de la faune et de la flore sauvage sur les côtes du Doubs Franco- Suisse et propositions de protection entre Biaufond et Goumois

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Procédure de passation : procédure adaptée (articles L2123-1, R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique du code de la commande publique)

Parc naturel régional du Doubs Horloger • 18 rue du Couvent - 25 210 Les Fontenelles • Tél : 03 81 68 53 32 • www.parcdoubshorloger.fr

Table des matières

Article 1 - Préambule - Contexte.....	3
Article 2 - Représentation du pouvoir adjudicateur.....	3
Article 3 - Objet du marché.....	3
Article 4 - Allotissement.....	3
Article 5 - Forme et montants du marché.....	3
Article 6 - Durée du marché.....	3
6.1 Cadre général.....	3
6.2 Reconduction du marché.....	3
Article 7 - Fractionnement des prestations en tranches.....	3
Article 8 - Lieux d'exécution.....	4
Article 9 - Documents contractuels.....	4
Article 10 - Modalités d'exécution des prestations.....	4
10.1 Représentation des parties.....	4
10.2 Conditions d'exécution.....	5
10.3 Obligation du titulaire.....	5
10.4 Responsabilité du titulaire.....	6
10.5 Considérations sociales.....	6
10.6 Considérations environnementales.....	6
10.7 Traitement de données à caractère personnel.....	6
10.8 Conflit d'intérêt.....	7
10.9 Confidentialité et secret des affaires.....	7
10.10 Constatation de l'exécution des prestations.....	7
10.11 Garantie.....	7
10.12 Pénalités.....	7
10.13 Pilotage des prestations.....	8
Article 11 - Régime financier.....	9
11.1 Forme et contenu des prix.....	9
11.2 Variation des prix.....	9
11.3 Avances.....	10
11.4 Modalités financières.....	10
11.5 Modalités de facturation.....	10
11.6 Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	12
Article 12 - Propriété intellectuelle.....	13
Article 13 - Dispositions diverses.....	13
13.1 Échanges dématérialisés.....	13
13.2 Langue.....	13
13.3 Sous-traitance.....	13
13.4 Assurances.....	14
13.5 Autres obligations administratives.....	14
13.6 Résiliation.....	14
13.7 Exécution aux frais et risques du titulaire.....	15
13.8 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	15
13.9 Différends.....	17
13.10 Litiges et contentieux.....	17
13.11 Dispositions spéciales relatives à l'IMPI.....	17
Article 14 - Dérogations au CCAG.....	17

Article 1 - Préambule - Contexte

Le présent marché s'inscrit dans les axes de la Charte du PNR du Doubs Horloger visant un renforcement de la connaissance des espaces naturels, et d'identifier les pressions associées sur les espèces et les habitats. Le contexte est exposé en préambule du CCTP.

Article 2 - Représentation du pouvoir adjudicateur

Pour l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur est représenté par Monsieur Denis Leroux, Président du Parc naturel régional du Doubs Horloger.

Les termes « acheteur », « maître d'ouvrage » et « représentant du pouvoir adjudicateur » utilisés dans les pièces du marché sont équivalentes.

Article 3 - Objet du marché

Le marché a pour objet de :

- (1) Définir et localiser les enjeux faune, flore et habitats existants dans la zone d'étude de la ZNIEFF de Type 2 compris entre les communes de Biaufond et Goumois (soit 1260ha). Cette définition d'enjeux repose sur une cartographie des habitats naturels dans un périmètre donné et sur la localisation des espèces végétales et animales patrimoniales ;
- (2) Dresser des propositions de zonages liés au patrimoine naturel à mettre en place au regard des enjeux (arrêté de protection de biotope (APB), arrêté de protection des habitats naturels (APHN), réserve naturelle nationale (RNN), réserve naturelle régionale (RNR), Natura 2000, espace naturel sensible (ENS), autres outils de protection et/ou gestion mentionné dans la SNAP...) afin de répondre aux besoins en données de chaque outil potentiellement applicable sur la zone d'étude.

Article 4 - Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

Article 5 - Forme et montants du marché

Le marché est mono-attributaire.

Le marché est global et forfaitaire : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) est annexée à l'acte d'engagement ;

Des prestations supplémentaires ou modificatives peuvent être prescrites par l'acheteur (article 23 du CCAG de référence) après consultation du titulaire qui justifiera les considérations techniques et le prix (article 11.1 du CCAP).

Conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur peut passer, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un nouveau marché avec le titulaire ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire.

Article 6 - Durée du marché

6.1 Cadre général

La durée du marché, à compter de sa date de notification, est de 12 mois.

Les délais d'exécution sont définis à l'article 10.2.2 du CCAP.

6.2 Reconduction du marché

Le marché n'est pas reconductible.

Article 7 - Fractionnement des prestations en tranches

Le marché ne comporte pas de tranches.

Article 8 - Lieux d'exécution

Les prestations sont effectuées principalement :

- dans les locaux du titulaire,
- dans les locaux de l'acheteur ou des communes concernées pour la tenue des réunions définies à l'article 3.VI du CCTP,
- sur le terrain dans la zone d'étude définie à l'article 2 du CCTP, notamment pour les inventaires.

L'acheteur prend les dispositions nécessaires afin de permettre au titulaire d'accéder aux parcelles privées.

Article 9 - Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé le 30 mars 2021
- L'offre technique du titulaire composé du cadre de réponse technique et de ses annexes
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Article 10 - Modalités d'exécution des prestations

10.1 Représentation des parties

10.1.1 Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution des prestations.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché. L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

10.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG de référence, ce ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre technique du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché. Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur.

Dans les 15 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes.

Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récuse pas dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récuse le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de 15 jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs interlocuteurs du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses interlocuteurs.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des interlocuteurs dans le délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

En aucun cas, un remplacement ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

10.2 Conditions d'exécution

10.2.1 Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire met place, pendant toute la durée du marché, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe), laquelle figure dans son offre technique.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

10.2.2 Délais d'exécution des prestations

Le marché est composé d'une seule phase.

Le délai global d'exécution du marché est 12 mois, à compter de la date de notification du marché au titulaire. Le calendrier d'exécution du marché est présenté dans l'offre technique du titulaire.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG de référence, le délai de vérification est porté à 3 mois.

Dans le cas où le représentant de l'acheteur souhaite prolonger ce délai, il émet un ordre de service de suspension du marché.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

10.2.4 Pilotage et suivi d'exécution

Les modalités opérationnelles sont définies à l'article 3.VI du CCTP.

10.2.5 Document, matériel, objet ou approvisionnement confié au titulaire

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout document, quel qu'en soit son support, matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce document, matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché. Le titulaire doit les restituer à l'acheteur sous 5 jours à première demande, à défaut au plus tard à la fin du marché.

L'article 10.9 précise le recours à une convention de mise à disposition de documents.

10.3 Obligation du titulaire

10.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet du marché qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché.

10.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

10.3.3 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Le titulaire doit informer le maître d'ouvrage en amont de tout passage sur le terrain

Le titulaire met en œuvre les mesures de prévention appropriées dans le cadre de l'exécution des prestations, notamment celles qui relèvent des visites sur le terrain, définies notamment à l'article 3 du CCTP.

L'ensemble des données traitées par le titulaire et leurs sauvegardes sont hébergés en Europe et en conformité avec le Règlement général sur la protection des données (article 10.7 du CCAP).

10.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire

- met en œuvre tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du CCTP
- respecte strictement les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

10.5 Considérations sociales

Le marché ne comprend pas de considérations sociales.

10.6 Considérations environnementales

Les conditions d'exécution relatives à la protection de l'environnement sont définies à l'article 7 du CCTP.

10.7 Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution du marché, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées. Il communique notamment à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD), s'il en a désigné un, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

Les pénalités pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel sont définies à l'article 10.12 du CCAP.

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

10.8 Conflit d'intérêt

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

10.9 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander à tout moment au titulaire de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires, notamment de tiers, dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire définie à l'article 10.12 du CCAP par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation du marché à ses torts. Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution. L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Concernant les documents mentionnés au CCTP fournis au titulaire par l'acheteur ou par une tierce partie, propriétaire des documents, une convention de mise à disposition est établie, selon le cas, entre l'acheteur et le titulaire, ou entre l'acheteur et la tierce partie, ou entre l'acheteur, le titulaire et la tierce partie.

10.10 Constatation de l'exécution des prestations

10.10.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG de référence, le délai de vérification est porté à 3 mois.

Échange et relecture des livrables : des échanges entre le titulaire et l'acheteur sont possibles pour relectures et demandes d'avis. Ceux-ci ne justifient pas une prolongation de délai d'exécution. Ils sont distincts des opérations de vérification.

10.10.2 Constatation de l'exécution des prestations

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

10.11 Garantie

Sans objet.

10.12 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter du premier jour de retard constaté. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG de référence, les pénalités pour retard sont fixées à 200 euros par jour de retard aux délais fixés à l'article 10.2.2 du CCAP.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG de référence, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20%, selon le cas, du montant total hors taxes du prix global et forfaitaire, ou du montant total hors taxes du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG de référence, le titulaire est soumis aux présentes pénalités de retard quel que soit leur montant.

Pénalités pour absence à une réunion

Pénalités pour absence à une réunion à laquelle le titulaire a été dûment convoqué : 500 euros.

Pénalités pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG de référence, les pénalités sont fixées à :

- 50 euros par jour de retard (à compter du jour de la notification) en cas de non-communication de l'identité et des coordonnées du DPD du titulaire,
- 50 euros par jour de retard en cas de non-respect du délai de notification des violations de données à caractère personnel,
- 500 euros pour non-tenue du registre des activités de traitement.

Pénalités pour manquement aux obligations de sécurité, de confidentialité et de secret des affaires

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG de référence, les pénalités sont fixées à 1 000 euros par document divulgué en méconnaissance des obligations de sécurité, de confidentialité et de secret des affaires.

Pénalités pour non-transmission d'une demande d'acceptation d'un sous-traitant

Par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG de référence, les pénalités sont fixées 50 euros par jour de retard à compter de la date de début de la sous-traitance.

Pénalités pour non-transmission des pièces fiscales et sociales

Les pénalités sont fixées à 50 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'acheteur.

10.13 Pilotage des prestations

Les modalités opérationnelles sont définies à l'article 3.VI du CCTP.

Durant l'exécution, il peut y avoir des échanges entre le titulaire et l'acheteur. Ces demandes d'avis ne justifient pas une prolongation de délai d'exécution. Ils sont distincts des opérations de vérification des livrables.

Les livrables définis au CCTP sont soumis au représentant de l'acheteur pour vérification, conformément aux dispositions définies à l'article 5 « Production et restitution des livrables » du CCTP.

Article 11 - Régime financier

11.1 Forme et contenu des prix

Les prix figurent dans les annexes financières à l'acte d'engagement : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU).

Le prix global et forfaitaire total est réputé inclure l'ensemble des prestations définies au CCTP, dans la DPGF et dans l'offre technique du titulaire, et notamment :

- les coûts d'acquisition, de maintenance et d'utilisation des logiciels,
- la fourniture des livrables jusqu'à leur complète validation, y compris toutes les corrections à apporter
- les échanges et points intermédiaires périodiques avec le maître d'ouvrage,
- la participation aux réunions, quel que soit le nombre de participants du titulaire, leur durée ou horaire,
- les frais de téléphone, de visioconférence, et d'échange numérique de données quelle qu'en soit la nature,
- les frais de déplacement et d'hébergement,
- les visites de terrains, enquêtes, auditions et rencontres des différents acteurs, • toutes les opérations contrôle afin d'assurer la qualité des prestations,
- ainsi que toutes sujétions.

Les prix unitaires sont réputés inclure l'ensemble des prestations définies au CCTP, au BPU et dans l'offre technique du titulaire, et notamment :

- la fourniture des livrables jusqu'à leur complète validation, y compris toutes les corrections à apporter
- les frais de téléphone, de visioconférence, et d'échange numérique de données quelle qu'en soit la nature,
- les frais de déplacements et d'hébergement,
- toutes les opérations contrôle afin d'assurer la qualité des prestations,
- ainsi que toutes sujétions.

Le cas échéant, tous les prix incluent le montant de l'écocontribution.

Les prix des prestations supplémentaires ou modificatives sont établis sur la base des prix journaliers portés à la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Le marché ne prévoit aucune autre rémunération.

Dans le cadre du présent marché, le titulaire ne peut percevoir aucune autre rémunération que celle du pouvoir adjudicateur.

11.2 Variation des prix

Les prix sont actualisables par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations comme suit.

Ils ne sont actualisés que si un délai supérieur à 3 mois s'est écoulé entre la date de remise de l'offre par le titulaire et la date de début des prestations (article 10.2.2), conformément à l'article R2112-11 du code de la commande publique.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de décembre 2025 (par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG de référence). Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

L'actualisation se fait aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations. Ce mois est appelé "mois -3" (m-3).

Les prix sont actualisés par l'application de la formule suivante : $P = C * P_0$ où

- P est le prix actualisé
- C est le coefficient d'actualisation défini ci-dessous
- P_0 est le prix fixé dans l'offre du titulaire

Le coefficient C d'actualisation est donné par la formule suivante : $C = I(m-3) / I(m0)$ où

- $I(m0)$ = valeur de l'indice du mois de décembre 2025
- $I(m-3)$ = valeur de l'indice du mois de la date de commencement des prestations moins 3 mois Indice retenu

Indice SYNTEC disponible sous le lien suivant : <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>

Liquidation de la révision des prix

Le coefficient C est arrondi à la troisième décimale (si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale reste inchangée ; si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité) (dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG de référence).

Le prix révisé P est arrondi à la deuxième décimale (si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale reste inchangée ; si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité).

Les prix du marché ainsi actualisés restent fermes.

Clause butoir : sans objet

Clause de sauvegarde : sans objet

11.3 Avances

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG, l'option retenue pour les avances est l'option B.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %. Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court :

- à compter de la notification du marché pour sa partie à prix global et forfaitaire et
- à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'[article R.2191-11 et suivants](#) du code de la commande publique.

Retenue de garantie : sans objet.

11.4 Modalités financières

11.4.1 Répartition des paiements

La périodicité des acomptes est fixée selon les dispositions de l'article R. 2191-22 du code de la commande publique.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le paiement du solde du prix forfaitaire ou du prix des prestations exécutées sur bon de commande intervient après l'admission des prestations concernées.

11.4.2 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours**. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

11.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

11.5.1 Mentions obligatoires

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date d'exécution des services
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées
- le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération

11.5.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

11.5.3 Frais particuliers

Sans objet.

11.5.4 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

11.5.5 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail
- saisir directement ses factures.

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

11.7 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur, soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire, soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 12 - Propriété intellectuelle

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de l'exécution du marché (« résultats », connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP.

Le présent marché fait application des articles 32 à 35 du CCAG de référence.

En complément de l'article 32.1 du CCAG de référence, les « résultats » désignent notamment les études (dont les documents de synthèse pour les habitats et les espèces animales et végétales, l'analyse des enjeux et les propositions de zonages), inventions, dessins, maquettes, logiciels, les documents écrits ou graphiques sur support matériels ou électroniques, ainsi que les prestations de direction, d'examen, de vérification et de gestion utiles à la réalisation et à l'exploitation, par d'autres opérateurs économiques, des ouvrages ou équipements visés par le marché.

En complément de l'article 32.1 du CCAG de référence, les œuvres protégées par le droit d'auteur comprennent notamment les œuvres graphiques et typographiques, les œuvres photographiques et celles réalisées à l'aide de techniques analogue à la photographie, les plans, croquis et ouvrages plastiques relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture et aux sciences, les logiciels, y compris le matériel de conception préparatoire.

Par ailleurs, en cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, le pouvoir adjudicateur demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux résultats pour mener à bien les besoins découlant de l'objet du marché. En conséquence, le pouvoir adjudicateur pourra confier à un autre titulaire, en cas de rupture du présent marché, les études restantes afin qu'il les reprenne et termine le marché.

Par dérogation à l'article 37.3.2 du CCAG de référence, le titulaire n'est pas autorisé à publier les résultats de l'objet du marché. L'acheteur lui accorde le droit de citer son nom dans le cadre de références pour présenter son savoir-faire.

Article 13 - Dispositions diverses

13.1 Échanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par un moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception : le profil acheteur Marchés Sécurisés <https://www.marches-securises.fr/entreprise/>.

Les modalités de notification des bons de commande sont précisées à l'article 10.2.3 "Emission et exécution des bons de commande" du CCAP.

13.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

13.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dansmarches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-

traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

Tâches essentielles :

L'acheteur n'a pas défini de tâches essentielles qui doivent être exécutées par le titulaire et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance.

13.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objets du présent marché. La garantie doit être suffisante pour prendre en compte tous les dommages éventuels susceptibles de survenir de par son activité, notamment tout dommage corporel, matériel et immatériel.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG de référence, le titulaire produit avant la notification du marché une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire informe expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

13.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à sa raison sociale ou à sa dénomination
- à son adresse ou à son siège social
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le titulaire s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du titulaire et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

13.6 Résiliation

L'acheteur peut résilier du marché dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Le marché peut être résilié pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité et de secret des affaires, à la protection des données à caractère personnel (RGPD) et à la sécurité prévue par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent CCAP, notamment le non-remplacement de la personne nommément désignée (article 10.1.2 du CCAP).

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

13.7 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

13.8 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article. L'événement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'événement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'événement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'événement perturbateur doit être fournie par le titulaire. Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence, relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité du respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L.2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'Économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée. Un pourcentage de **10%** du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence (article 43.2) et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure (ex : coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition ...).

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées à l'article 13.1 du CCAP s'appliquent.

13.9 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, l'acheteur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

13.10 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Tout litige dans le cadre du présent marché est soumis au tribunal administratif de Dijon pour les aspects concernant les modalités d'exécution du marché.

Les tribunaux de grande instance compétents pour connaître des actions en matière de propriété intellectuelle sont désignés par le Code de l'organisation judiciaire.

13.11 Dispositions spéciales relatives à l'IMPI

Sans objet

Article 14 - Dérogations au CCAG

Les articles suivants du CCAP dérogent aux articles du CCAG de référence :

Article du CCAP		Article du CCAG	
10.1.2.	Représentation du titulaire	3.4.1.	
10.2.2	Délais d'exécution des prestations	28.2	
10.10.1	Opérations de vérification	28.2	
10.12	Pénalités	14.1.1 ; 14.1.2 ; 14.1.3 ; 14.2 ; 3.6.3	
11.2	Variation des prix	10.1.2.	
12	Propriété intellectuelle	37.3.2	
13.4	Assurances	9.2	